

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 178

[2010/200091]

17 DECEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le livre IV du titre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vue d'organiser les agréments et la procédure applicables en matière de performance énergétique des bâtiments

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, l'article 76, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2008 modifiant les articles 285, 290 et 292 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, à la composition des demandes de permis d'urbanisme et à la procédure applicable en matière de performance énergétique des bâtiments;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, à la composition des demandes de permis d'urbanisme et à la procédure applicable en matière de performance énergétique des bâtiments;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'urgence motivée comme suit :

Considérant que les articles 285, 290 et 292 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, tels qu'insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 juin 2008, déterminaient la procédure et les exceptions applicables en matière de performance énergétique des bâtiments;

Que ces articles ont été remplacés par le nouveau dispositif de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, à la composition des demandes de permis d'urbanisme et à la procédure applicable en matière de performance énergétique des bâtiments;

Que le nouveau dispositif dudit arrêté était destiné à entrer en vigueur le 1^{er} septembre 2009; que cette date a dû être reportée au 1^{er} mai 2010 en raison de l'absence des outils finalisés et des mesures d'accompagnement indispensables à l'effectivité de la nouvelle réglementation;

Que la décision de report - les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 août 2009 - n'a pas réintégré les dispositions utiles;

Qu'il en résulte un vide et une insécurité juridiques préjudiciables au contrôle et à l'application correcte des exigences réglementaires;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique et du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Entre le 1^{er} septembre 2009 et la date d'entrée en vigueur de l'article 295 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009, le texte de ce même article est rédigé comme suit :

"Art. 295. Lorsqu'il s'agit d'actes ou de travaux soumis à la performance énergétique des bâtiments, la demande contient en outre :

1° pour les actes ou travaux visés à l'article 530, 2), un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé selon le modèle établi par l'Administration de l'Energie, sur la base des articles 530 et 531, alinéa premier, et attestant, selon sa destination, la conformité du bâtiment aux articles 534, 535, 537 et 538.

Ce formulaire comprend au minimum : un engagement à respecter les exigences, un tableau des valeurs U des éléments de construction, une note de calcul du niveau K et, s'il s'agit d'un bâtiment résidentiel, un tableau décrivant le système de ventilation.

Les exigences ne sont pas applicables et le formulaire n'est pas requis lorsque la demande concerne :

1° un bâtiment servant de lieu de culte;

2° un bâtiment repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ou un bâtiment visé à l'article 185, alinéa 2, a. et b., qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier son caractère ou son apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;

3° un bâtiment industriel, un atelier ou un bâtiment agricole non résidentiel :

- lorsqu'il n'est pas chauffé ou climatisé pour les besoins de l'homme ou

- lorsque la puissance totale des émetteurs thermiques destinés au chauffage des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume chauffé, est inférieure à 15W/m³ et/ou la puissance totale des émetteurs thermiques destinés à la climatisation des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume climatisé, est inférieure à 15W/m³;

4° une construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;

5° un bâtiment d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²;

2° pour les actes ou travaux visés à l'article 530, 3) et 4), en ce compris les changements d'affectation non visés à l'article 549, un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé selon le modèle établi par l'Administration de l'Energie, sur la base des articles 530 et 531, alinéa premier, et attestant, selon sa destination, la conformité du bâtiment aux articles 545, 546, 547 et 548.

Ce formulaire comprend au minimum : un engagement à respecter les exigences et un tableau des valeurs U des éléments de construction.

Les exigences ne sont pas applicables et le formulaire n'est pas requis lorsque la demande concerne :

1° un bâtiment servant de lieu de culte;

2° un bâtiment repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ou un bâtiment visé à l'article 185, alinéa 2, a. et b., qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier son caractère ou son apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;

3° un bâtiment industriel, un atelier ou un bâtiment agricole non résidentiel :

- lorsqu'il n'est pas chauffé ou climatisé pour les besoins de l'homme ou,

- lorsque la puissance totale des émetteurs thermiques destinés au chauffage des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume chauffé, est inférieure à 15W/m³ et/ou la puissance totale des émetteurs thermiques destinés à la climatisation des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume climatisé, est inférieure à 15W/m³;

4° une construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;

5° un bâtiment d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²;

6° un bâtiment non résidentiel utilisé par une entreprise qui adhère à une convention environnementale sectorielle au sens des articles D.82 et suivants du Code de l'Environnement visant à améliorer son efficacité énergétique à court, à moyen et à long terme;

7° un bâtiment qui fait l'objet de travaux de rénovation importants lorsque les exigences P.E.B. ne peuvent pas techniquement, fonctionnellement ou économiquement être respectées;

3° pour les actes ou travaux visés à l'article 549, un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé selon le modèle établi par l'Administration de l'Energie, sur la base des articles 530 et 531, alinéa premier, et attestant, selon sa destination, la conformité du bâtiment à l'article 549.

Ce formulaire comprend au minimum : un engagement à respecter les exigences, une note de calcul du niveau K, un tableau des valeurs U des éléments de construction et, s'il s'agit d'un bâtiment résidentiel, un tableau décrivant le système de ventilation.

Les exigences ne sont pas applicables et le formulaire n'est pas requis lorsque la demande concerne :

1° un bâtiment servant de lieu de culte;

2° un bâtiment repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ou un bâtiment visé à l'article 185, alinéa 2, a. et b., qui est classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier son caractère ou son apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;

3° un bâtiment industriel, un atelier ou un bâtiment agricole non résidentiel :

- lorsqu'il n'est pas chauffé ou climatisé pour les besoins de l'homme ou

- lorsque la puissance totale des émetteurs thermiques destinés au chauffage des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume chauffé, est inférieure à 15W/m³ et/ou la puissance totale des émetteurs thermiques destinés à la climatisation des locaux pour assurer le confort thermique des personnes, divisée par le volume climatisé, est inférieure à 15W/m³;

4° une construction provisoire prévue pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;

5° un bâtiment d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²;

6° un bâtiment non résidentiel utilisé par une entreprise qui adhère à une convention environnementale sectorielle au sens des articles D.82 et suivants du Code de l'Environnement visant à améliorer son efficacité énergétique à court, à moyen et à long terme."

Art. 2. Les articles 550 à 558 sub article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 avril 2008 déterminant la méthode de calcul et les exigences, les agréments et les sanctions applicables en matière de performance énergétique et de climat intérieur des bâtiments entrent en vigueur le 1^{er} mars 2010.

Art. 3. L'article 1^{er} produit ses effets pour toute demande dont la date de l'accusé de réception est postérieure au 31 août 2009 et antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 295 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions et le Ministre de l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 178

[2010/200091]

17. DEZEMBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches IV von Titel IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, um die Zulassungen und das Verfahren, die in Sachen Energieeffizienz der Gebäude anwendbar sind, zu organisieren

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 76, Absatz 1, 5°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Bestimmung des Berechnungsverfahrens und der Anforderungen, der Zulassungen und der anwendbaren Strafmaßnahmen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima von Gebäuden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2008 zur Abänderung der Artikel 285, 290 und 292 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die Zusammensetzung der Anträge auf Städtebaugenehmigung und das im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbare Verfahren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, die Zusammensetzung der Anträge auf Städtebaugenehmigung und das im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbare Verfahren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Bestimmung des Berechnungsverfahrens und der Anforderungen, der Zulassungen und der anwendbaren Strafmaßnahmen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima von Gebäuden;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, Absatz 1;

Aufgrund der folgendermaßen begründeten Dringlichkeit :

In der Erwägung, dass die Artikel 285, 290 und 292 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 2008 eingefügt, das Verfahren und die Ausnahmen, die in Sachen Energieeffizienz der Gebäude anwendbar sind, bestimmen;

Dass diese Artikel durch die neuen Vorschriften des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84, § 2, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, die Zusammensetzung der Anträge auf Städtebaugenehmigung und das im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden anwendbare Verfahren ersetzt worden sind;

Dass die neuen Vorschriften dieses Erlasses am 1. September 2009 in Kraft treten sollten; dass dieses Inkrafttreten wegen des Nichtvorhandenseins finalisierter Instrumente und der für die Wirksamkeit der neuen Regelung unabdingbaren Begleitmaßnahmen auf den 1. Mai 2010 verschoben werden musste;

Dass der Beschluss zur Verschiebung - die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. August 2009 - die nützlichen Bestimmungen nicht wieder eingeführt hat;

Dass sich daraus eine Rechtslücke und eine Rechtsunsicherheit ergeben, die der Kontrolle und der korrekten Anwendung der verordnungsmäßigen Anforderungen schaden können;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst und des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwischen dem 1. September 2009 und dem Datum des Inkrafttretens von Artikel 295 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 eingefügt, wird der Wortlaut dieses Artikels folgendermaßen verfasst:

"Art. 295 - Wenn es sich um Handlungen oder Arbeiten handelt, die Anforderungen im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden unterliegen, enthält der Antrag ebenfalls:

1° für die in Artikel 530, 2) erwähnten Handlungen und Arbeiten ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem durch die Energieverwaltung festgelegten Muster gemäß den Artikeln 530 und 531, Absatz 1, und durch welches die Übereinstimmung des Gebäudes, je nach dessen Zweckbestimmung, mit den Artikeln 534, 535, 537 und 538 bescheinigt wird.

Dieses Formular enthält mindestens: eine Verpflichtung, den Anforderungen zu genügen, eine die U-Werte der Bauelemente enthaltende Tabelle, eine Berechnung des Niveaus K und, falls es sich um ein Wohngebäude handelt, eine das Belüftungssystem beschreibende Tabelle.

Die Anforderungen sind nicht anwendbar und das Formular ist nicht erforderlich, wenn der Antrag folgende Bauten betrifft:

1° ein Gebäude, das für den Gottesdienst genutzt wird;

2° ein Gebäude, das im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt ist, oder ein in Artikel 185, Absatz 2, *a.* und *b.* erwähntes Gebäude, das unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen ist, wenn die "P.E.B."-Anforderungen dessen Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar wäre;

3° ein Industriegebäude, eine Werkstatt oder ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes landwirtschaftliches Gebäude: - wenn es nicht für den menschlichen Bedarf beheizt oder klimatisiert ist, oder

- wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Heizung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das beheizte Volumen, kleiner als 15 W/m^3 ist, und/oder wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Klimatisierung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das klimatisierte Volumen, kleiner als 15 W/m^3 ist;

4° ein provisorisches Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer von höchstens zwei Jahren;

5° ein Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m^2 ;

2° für die in Artikel 530, 3) und 4) erwähnten Handlungen und Arbeiten, dies einschließlich der nicht in Artikel 549 erwähnten Umnutzungen, ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem durch die Energieverwaltung festgelegten Muster gemäß den Artikeln 530 und 531, Absatz 1, und durch welches die Übereinstimmung des Gebäudes, je nach dessen Zweckbestimmung, mit den Artikeln 545, 546, 547 und 548 bescheinigt wird.

Dieses Formular enthält mindestens: eine Verpflichtung, den Anforderungen zu genügen und eine die U-Werte der Bauelemente enthaltende Tabelle.

Die Anforderungen sind nicht anwendbar und das Formular ist nicht erforderlich, wenn der Antrag folgende Bauten betrifft:

1° ein Gebäude, das für den Gottesdienst genutzt wird;

2° ein Gebäude, das im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt ist, oder ein in Artikel 185, Absatz 2, *a.* und *b.* erwähntes Gebäude, das unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen ist, wenn die "P.E.B."-Anforderungen dessen Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar wäre;

3° ein Industriegebäude, eine Werkstatt oder ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes landwirtschaftliches Gebäude: - wenn es nicht für den menschlichen Bedarf beheizt oder klimatisiert ist, oder

- wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Heizung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das beheizte Volumen, kleiner als 15 W/m^3 ist, und/oder wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Klimatisierung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das klimatisierte Volumen, kleiner als 15 W/m^3 ist;

4° ein provisorisches Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer von höchstens zwei Jahren;

5° ein Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m^2 ;

6° ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude, das von einem Betrieb benutzt wird, der einer sektorbezogenen Umweltvereinbarung im Sinne der Artikel D.82 und ff. des Umweltgesetzbuches beigetreten ist, die darauf abzielt, dessen Energieeffizienz kurz-, mittel- und langfristig zu verbessern;

7° ein Gebäude, das größeren Renovierungsarbeiten unterzogen wird, wenn die "P.E.B."-Anforderungen technisch, funktionell oder wirtschaftlich nicht eingehalten werden können;

3° für die in Artikel 549 erwähnten Handlungen oder Arbeiten ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem durch die Energieverwaltung festgelegten Muster gemäß den Artikeln 530 und 531, Absatz 1, und durch welches die Übereinstimmung des Gebäudes, je nach dessen Zweckbestimmung, mit dem Artikel 549 bescheinigt wird.

Dieses Formular enthält mindestens: eine Verpflichtung, den Anforderungen zu genügen, eine Berechnung des Niveaus K, eine die U-Werte der Bauelemente enthaltende Tabelle und, falls es sich um ein Wohngebäude handelt, eine das Belüftungssystem beschreibende Tabelle.

Die Anforderungen sind nicht anwendbar und das Formular ist nicht erforderlich, wenn der Antrag folgende Bauten betrifft:

1° ein Gebäude, das für den Gottesdienst genutzt wird;

2° ein Gebäude, das im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt ist, oder ein in Artikel 185, Absatz 2, *a.* und *b.* erwähntes Gebäude, das unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen ist, wenn die "P.E.B."-Anforderungen dessen Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar wäre;

3° ein Industriegebäude, eine Werkstatt oder ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes landwirtschaftliches Gebäude:

- wenn es sie nicht für den menschlichen Bedarf beheizt oder klimatisiert ist, oder

- wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Heizung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das beheizte Volumen, kleiner als 15 W/m^3 ist, und/oder wenn die Gesamtleistung der Wärmequellen, die der Klimatisierung der Räume zur Gewährleistung der thermischen Behaglichkeit von Personen dienen, geteilt durch das klimatisierte Volumen, kleiner als 15 W/m^3 ist;

4° ein provisorisches Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer von höchstens zwei Jahren;

5° ein Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m^2 ;

6° ein nicht zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude, das von einem Betrieb benutzt wird, der einer sektorbezogenen Umweltvereinbarung im Sinne der Artikel D.82 und ff. des Umweltgesetzbuches beigetreten ist, die darauf abzielt, dessen Energieeffizienz kurz-, mittel- und langfristig zu verbessern."

Art. 2 - Die Artikel 550 bis 558 sub Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. April 2008 zur Bestimmung des Berechnungsverfahrens und der Anforderungen, der Zulassungen und der anwendbaren Strafmaßnahmen in Sachen Energieeffizienz und Innenraumklima von Gebäuden treten am 1. März 2010 in Kraft.

Art. 3 - Artikel 1 wird für jeden Antrag, dessen Empfangsbestätigungsdatum nach dem 31. August 2009 und vor dem Datum des Inkrafttretens von Artikel 295 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, so wie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 eingefügt, liegt, wirksam.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der Minister für Raumordnung werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Dezember 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 178

[2010/200091]

17 DECEMBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van boek IV van titel IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie om de erkenningen en de procedure die toepasselijk zijn inzake energieprestatie te organiseren

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 76, eerste lid, 5°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2008 tot wijziging van de artikelen 285, 290 en 292 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de handelingen en de werken bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de samenstelling van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en de procedure die van toepassing is voor de energieprestatie van gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de handelingen en de werken bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, de samenstelling van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en de procedure die van toepassing is voor de energieprestatie van gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt :

Overwegende dat de artikelen 285, 290 en 292 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2008, de procedure en de uitzonderingen die toepasselijk zijn inzake de energieprestatie van de gebouwen bepalen;

Dat die artikelen vervangen zijn door het nieuwe beschikkend gedeelte van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de handelingen en de werken bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, de samenstelling van de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen en de procedure die van toepassing is voor de energieprestatie van gebouwen;

Dat het nieuwe beschikkend gedeelte van bovenvermeld besluit op 1 september 2009 in werking moest treden; dat die datum tot op 1 mei 2010 is moeten worden uitgesteld wegens het gebrek aan afgewerkte instrumenten en aan de begeleidingsmaatregelen die onontbeerlijk zijn voor het daadwerkelijk bestaan van de nieuwe regelgeving;

Dat de beslissing tot uitstel - de besluiten van de Waalse Regering van 27 augustus 2009 - in de nuttige bepalingen niet opnieuw opgenomen is;

Dat daaruit een rechtsvacuüm en een rechtsonzekerheid voortvloeien die nadelig zijn voor de controle op en de gepaste toepassing van de reglementaire eisen;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken en van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Tussen 1 september 2009 en de datum van inwerkingtreding van artikel 295 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009, luidt de tekst van datzelfde artikel als volgt :

"Art. 295. Wanneer het gaat om handelingen of werken die onderworpen zijn aan de energieprestatie van gebouwen, bevat de aanvraag daarnaast :

1° voor de handelingen of werken bedoeld in artikel 530, 2), een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Administratie van energie op basis van de artikelen 530 en 531, eerste lid, en waarbij, volgens zijn bestemming, bevestigd wordt dat het gebouw aan de artikelen 534, 535, 537 en 538 voldoet.

Dit formulier bevat minstens : een verbintenis om de eisen na te leven, een tabel met de U waarden van de bouwelementen, een berekeningsnota van het niveau K en, als het gaat om een woongebouw, een tabel die het ventilatiesysteem omschrijft.

De eisen zijn niet van toepassing en het formulier wordt niet vereist als de aanvraag de volgende categorieën gebouwen betreft :

1° een gebouw dat wordt gebruikt voor erediensten;

2° een gebouw opgenomen in de erfgoedinventaris bedoeld in artikel 192, of een gebouw bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, dat op de monumentenlijst of bewaarlijst staat, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn zijn karakter of zijn verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen die worden nagestreefd door de bedoelde beschermingsmaatregelen;

3° een industrieel gebouw, een werkplaats of een niet-residentieel landbouwgebouw :

- indien het niet ten behoeve van de mens verwarmd of van klimaatregeling voorzien wordt of

- indien het totaalvermogen van de thermische emissoren voor de verwarming van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het verwarmde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$ en/of het totaalvermogen van de warmte-emissoren voor de klimaatregeling van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het geklimatiseerde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$;

4° een voorlopig bouwwerk voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

5° een gebouw met een bruikbare oppervlakte van minder dan 50m^2 ;

2° voor de handelingen of werken bedoeld in artikel 530, 3) en 4), met inbegrip van de bestemmingsveranderingen die niet bedoeld zijn in artikel 549, een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Administratie van energie op basis van de artikelen 530 en 531, eerste lid, en waarbij, volgens zijn bestemming, bevestigd wordt dat het gebouw aan de artikelen 545, 546, 547 en 548 voldoet.

Dit formulier bevat minstens : een verbintenis om de eisen na te leven en een tabel met de U waarden van de bouwelementen.

De eisen zijn niet van toepassing en het formulier wordt niet vereist als de aanvraag de volgende categorieën gebouwen betreft :

1° een gebouw dat wordt gebruikt voor erediensten;

2° een gebouw opgenomen in de erfgoedinventaris bedoeld in artikel 192, of een gebouw bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, dat op de monumentenlijst of bewaarlijst staat, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn zijn karakter of zijn verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen die worden nagestreefd door de bedoelde beschermingsmaatregelen;

3° een industrieel gebouw, een werkplaats of een niet-residentieel landbouwgebouw :

- indien het niet ten behoeve van de mens verwarmd of van klimaatregeling voorzien wordt of

- indien het totaalvermogen van de thermische emissoren voor de verwarming van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het verwarmde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$ en/of het totaalvermogen van de warmte-emissoren voor de klimaatregeling van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het geklimatiseerde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$;

4° een voorlopig bouwwerk voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

5° een gebouw met een bruikbare oppervlakte van minder dan 50m^2 ;

6° een niet-residentieel gebouw gebruikt door een onderneming die tot een sectoriële milieuconventie toetreedt in de zin van de artikelen D.82 en volgende van het Milieuwetboek om haar energetische efficiëntie op korte, middellange en lange termijn te verbeteren;

7° een gebouw dat het voorwerp van belangrijke renovatiewerken uitmaakt wanneer de E.P.B.-eisen uit technisch, functioneel of economisch oogpunt niet kunnen worden nageleefd;

3° voor de handelingen of werken bedoeld in artikel 549, een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Administratie van energie op basis van de artikelen 530 en 531, eerste lid, en waarbij, volgens zijn bestemming, bevestigd wordt dat het gebouw aan artikel 549 voldoet.

Dit formulier bevat minstens : een verbintenis om de eisen na te leven, een tabel met de U waarden van de bouwelementen, een berekeningsnota van het niveau K en, als het gaat om een woongebouw, een tabel die het ventilatiesysteem omschrijft.

De eisen zijn niet van toepassing en het formulier wordt niet vereist als de aanvraag de volgende categorieën gebouwen betreft :

1° een gebouw dat wordt gebruikt voor erediensten;

2° een gebouw opgenomen in de erfgoedinventaris bedoeld in artikel 192, of een gebouw bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, dat op de monumentenlijst of bewaarlijst staat, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn zijn karakter of zijn verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onvereenigbaar is met de doelstellingen die worden nagestreefd door de bedoelde beschermingsmaatregelen;

3° een industrieel gebouw, een werkplaats of een niet-residentieel landbouwgebouw :

- indien het niet ten behoeve van de mens verwarmd of van klimaatregeling voorzien wordt of

- indien het totaalvermogen van de thermische emissoren voor de verwarming van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het verwarmde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$ en/of het totaalvermogen van de warmte-emissoren voor de klimaatregeling van de lokalen om het warmtecomfort van de personen te verzekeren, gedeeld door het geklimatiseerde volume, lager is dan $15\text{W}/\text{m}^3$;

4° een voorlopig bouwwerk voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;

5° een gebouw met een bruikbare oppervlakte van minder dan 50 m^2 ;

6° een niet-residentieel gebouw gebruikt door een onderneming die tot een sectoriële milieuconventie toetreedt in de zin van de artikelen D.82 en volgende van het Milieuwetboek om haar energetische efficiëntie op korte, middellange en lange termijn te verbeteren."

Art. 2. De artikelen 550 tot 558, sub artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 april 2008 tot vaststelling van de berekeningsmethode en de eisen, de goedkeuringen en de sancties op het vlak van de energieprestaties en het binnenklimaat van gebouwen, treden in werking op 1 maart 2010.

Art. 3. Artikel 1 heeft uitwerking voor elke aanvraag waarvan de datum van het bericht van ontvangst later is dan 31 augustus 2009 en vroeger is dan de inwerkingtreding van artikel 295 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Energie en de Minister van Ruimtelijke Ordening worden belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 179

[C - 2010/31007]

24 SEPTEMBER 2009. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de werkwijze van het samenwerkingscomité aangaande de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels, de artikelen 15 en 21;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van ACTIRIS, gegeven op 28 april 2009;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 23 april 2009;

Gelet op het advies nr. 46.734/1 van de Raad van State, gegeven op 18 juni 2009 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, met het oog op de tenuitvoerlegging van de ordonnantie van 27 november 2008 betreffende de ondersteuning van de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels, een zeker aantal parameters moet worden vastgelegd door ACTIRIS of de Regering, na overleg met of in gebeurlijk geval na advies van het samenwerkingscomité waarin ACTIRIS, de « missions locales pour l'emploi » en de lokale werkwinkels verenigd zijn;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Parlement met het aannemen van voormelde ordonnantie haar wil tot uitdrukking heeft gebracht om de sector van de « missions locales pour l'emploi » en de

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 179

[C - 2010/31007]

24 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les missions, la composition et le mode de fonctionnement du comité de collaboration sur les missions locales pour l'emploi et les « lokale werkwinkels »

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels », les articles 15 et 21;

Vu l'avis du Comité de gestion d'ACTIRIS, donné le 28 avril 2009;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 23 avril 2009;

Vu l'avis n°46.734/1 du Conseil d'Etat, donné le 18 juin 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en vue de la mise en oeuvre de l'ordonnance du 27 novembre 2008 relative au soutien des missions locales pour l'emploi et des « lokale werkwinkels », un certain nombre de paramètres doivent être déterminés par ACTIRIS ou le Gouvernement, après concertation et, le cas échéant après avis, du comité de collaboration regroupant ACTIRIS, les missions locales pour l'emploi et les « lokale werkwinkels »;

Considérant que, en adoptant ladite ordonnance, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a exprimé sa volonté de réaliser une réforme du secteur des missions locales pour l'emploi et des « lokale